

Groupe FRONT DE GAUCHE

Parti communiste Français, Parti de gauche,
Ensemble et République & Socialisme

**SEANCE PLENIERE DU CONSEIL REGIONAL
des 18 & 19 mai 2017**

Rapport n° CR 2017-093

Une politique de la ville rénovée

MOTION DE RENVOI

Le rapport CR 2047-093 est renvoyé en commission

EXPOSE DES MOTIFS :

Pour le groupe Front de gauche, la politique de la ville telle qu'elle est déployée dans ce rapport pose plusieurs problèmes à commencer par une stigmatisation à outrance des habitant.e.s des quartiers politiques de la ville.

En effet les axes stratégiques que l'exécutif régional a choisi de mettre en exergue engagent une vision des quartiers populaires sous un angle extrêmement négatif, mettant de côté les milliers d'exemples innovants et solidaires développés dans certains territoires, et en pointant certaines personnes, certaines communautés, de manière stigmatisante.

L'axe dédié à la « place des femmes dans l'espace public » à lui seul résume le rapport. Cette question est en effet essentielle dans notre société actuelle. Elle est même un combat. Mais ce combat doit être livré sur l'ensemble des territoires de la République : l'espace public doit être ouvert aux femmes partout. Les quartiers populaires n'ont rien d'original en la matière.

Le groupe Front de gauche ne saurait accepter l'instrumentalisation du féminisme dans ce débat. Si les hommes se sentent ainsi en situation de dominer l'espace public, c'est qu'il est davantage construit par eux et pour eux, quels que soient les villes, les quartiers, les classes sociales.

Ce rapport met donc de côté des points aussi importants et structurants que le développement des services publics, la démocratisation culturelle et artistique, l'ouverture à des pratiques sportives, l'engagement de politiques de prévention à la hauteur des besoins, la valorisation d'une citoyenneté active sans partie pris politique...

Car les acteurs.trices de ces quartiers développent des projets originaux, de qualité et indispensables au quotidien des habitant.e.s dans l'ensemble de ces domaines. Ils.elles inventent de nouvelles pratiques auxquelles l'institution régionale doit être en capacité de participer financièrement et qu'elle doit valoriser voire étendre à d'autres territoires.

Par ailleurs, il est bien précisé dans le règlement d'intervention que « les projets présentant une dimension régionale et non seulement locale seront privilégiés ». Cela va à l'encontre des besoins des associations locales qui maillent notre territoire et particulièrement les quartiers populaires. Le

constat que le groupe Front de gauche avait dressé dans la niche présentée en octobre 2016 à propos du « *plan de sauvegarde des associations franciliennes* » s'alarmait de la diminution du soutien public à l'action du monde associatif auprès de nos concitoyen-ne-s. Nous rappelions ainsi que « *les petites associations locales maillant avec finesse tous les territoires sont les plus touchées par ce désengagement financier. Et, finalement, ces choix budgétaires fragilisent le vivre ensemble au lieu de renforcer la cohésion sociale* ». Il est donc urgent de soutenir les associations locales en arrêtant de focaliser l'intervention régionales sur les seules têtes de réseaux.

Enfin, le groupe Front de gauche s'oppose au changement de gouvernance qui accorde à notre seule collectivité l'attribution des aides alors qu'auparavant les EPCI étaient maitres d'œuvres. Au même titre que les associations, le EPCI détiennent une connaissance du terrain dont la région ne peut ni ne doit s'affranchir.

Pour l'ensemble de ces raisons, le groupe Front de gauche demande le renvoi en commission de ce rapport.



Céline MALAISÉ